

AU CONSEIL D'ETAT, AU GRAND-CONSEIL

Considérant:

- Le refus du Conseil d'Etat de négocier le projet de budget 2004, le plan financier quadriennal, le projet GE-pilote, et toute mesure qui touche le personnel de la fonction publique et du secteur subventionné,
- L'ampleur des attaques contre les prestations et les services publics contenues dans ces projets,
- La forte mobilisation du personnel représentatif de tous les secteurs,
- Le soutien des syndicats du secteur privé qui exprime le lien de solidarité existant entre privé et public
- Le mépris du Conseil d'Etat à l'égard du personnel et de ses organisations;
- La gravité de la situation pour les salariés-es des services publics et parapublics ainsi que pour les usagers-ères,

L'Assemblée du personnel de la fonction publique et du secteur subventionné réunie ce 4 mai 2004 sur la Treille exige :

- l'ouverture immédiate de négociations avec le Cartel sur les conditions de travail et les prestations:
- le retrait du plan financier quadriennal, de GE-pilote et du projet de loi sur le frein à l'endettement,
- un budget 2004 qui se fonde sur :
 - le respect des mécanismes salariaux dans leur totalité,
 - la création d'au moins 200 nouveaux postes,
 - le respect et l'application de l'accord hospitalier signé en 2002,
 - des augmentations de subventions en réponse aux besoins croissants de la population,
- le retrait du projet de loi déposé par les partis bourgeois de l'Entente pour la suppression du statut et l'introduction du salaire au mérite, projet qui vise la fin de l'Etat et la précarisation totale du personnel public et privé subventionné,
- le retrait du projet de loi supprimant l'indexation semestrielle,
- l'arrêt de toute forme de privatisation et la réintégration des services déjà privatisés au sein de la fonction publique,
- qu'aucune retenue salariale ne soit effectuée pour fait de grève

décide :

-de déposer un préavis de grève d'une journée entière le vendredi 14 mai, préavis qu'elle confirmera ou infirmera selon le développement des événements lors d'une **Assemblée Générale** convoquée à cet effet le **jeudi 13 mai à 19 heures 30 à la Salle du Faubourg.**

L'Assemblée décide également de la tenue d'une **manifestation le jeudi 13 mai à 17 heures 30 devant le Grand-Conseil**, avec les associations d'usagers-ères et les partis pour la défense des prestations et de l'Etat social.